

Bac blanc n°1 (2h)

Initiation à la dissertation

◆ Etape 1 : Mettre le sujet en crise. (3 pts)

1. Définissez les mots clés du sujet.
2. Quelle est la consigne du sujet, que devez-vous faire ?
3. Y'a-t-il des mots stratégiques ? Si oui, comment orientent-ils le sujet ?
4. Quels aspects des chapitres sur la croissance et l'investissement ne sont pas utiles pour traiter ce sujet ?
5. Quel doit être le cadre spatio-temporel pour traiter correctement ce sujet (quand et où ?) ?

◆ Etape 2 : A partir de l'étape précédente et de vos connaissances, proposez une problématique qui permette de traiter rien que le sujet mais tout le sujet. (4 pts)

Je veux démontrer que...

◆ Etape 3 : Brainstorming des connaissances de cours et personnelles (hors documents) (4 pts)

- Numérotez vos idées.
- Evoquez de façon explicite par rapport au sujet, tous les éléments de cours utiles pour traiter ce sujet.
- A la fin de votre brainstorming, soulignez-en les mots clés pour traiter ce sujet.

◆ Etape 4 : Etude du dossier documentaire (4 pts)

- Numérotez les informations extraites à la suite de la numérotation de l'étape précédente.
- Quels sont les documents informatifs ? Suggestifs ?
- Pour chaque document (dans la mesure du possible), extraire de 1 à 3 idées/informations pertinentes pour traiter le sujet. Lorsque c'est utile, procédez aux calculs rudimentaires nécessaires. Chacune doit être rédigée afin d'être explicite à un lecteur novice en SES.
- Pour les documents 4 et 6, rédigez obligatoirement une phrase avec la première donnée.

◆ Etape 5 : Un plan robuste et explicite (3 pts)

Rédigez vos titres de grandes parties (pas ceux des sous-parties) de façon suffisamment précise pour vous guider tout au long de votre hypothétique rédaction.

◆ Etape 6 : Un semi-plan détaillé (2 pts)

Après les avoir numérotés, insérez dans votre plan (grandes parties) les arguments que vous développeriez à partir du brainstorming et de l'étude du dossier documentaire.

Sujet : Vous expliquerez comment l'investissement est source de croissance économique.

Document 1

L'investissement a deux visages. L'entreprise qui investit fait travailler d'autres entreprises, elle stimule la demande et l'activité économique. En même temps, elle développe les capacités de production installées et l'offre de biens possible. Voyons d'abord le côté de la demande. Que se passe-t-il lorsque les chefs d'entreprise décident d'accroître leurs projets d'investissement ? Les entreprises qui investissent s'adressent aux fabricants de machines. Le chiffre d'affaires (1) des fournisseurs d'équipement augmente, ainsi que les salaires qu'ils distribuent, les impôts qu'ils paient et les profits qu'ils réalisent. Leurs salariés, éventuellement en nombre accru, consomment plus. Les producteurs de produits alimentaires, de vêtements, de télévision, d'automobiles voient leurs ventes et leurs recettes augmenter. Ils accroissent leur production, leur embauche, leurs salaires, leurs commandes à leurs fournisseurs.

Tournons-nous maintenant du côté de l'offre. L'investissement apporte une nouvelle capacité de production. L'entreprise investit tout à la fois pour répondre à la demande, pour conserver ou accroître sa part de marché, pour réduire les délais de fabrication, pour améliorer la qualité des produits et en lancer de nouveaux et pour réduire ses coûts unitaires en utilisant, pour une même production, moins de facteurs : moins de salariés, moins de matières ou moins d'énergie.

Source : M. Didier, *Économie : Les règles du jeu*, Économica, 1992.

(1) Le chiffre d'affaires correspond aux recettes de l'entreprise. Il est calculé ainsi : prix de vente unitaire x quantités vendues.

Document 2

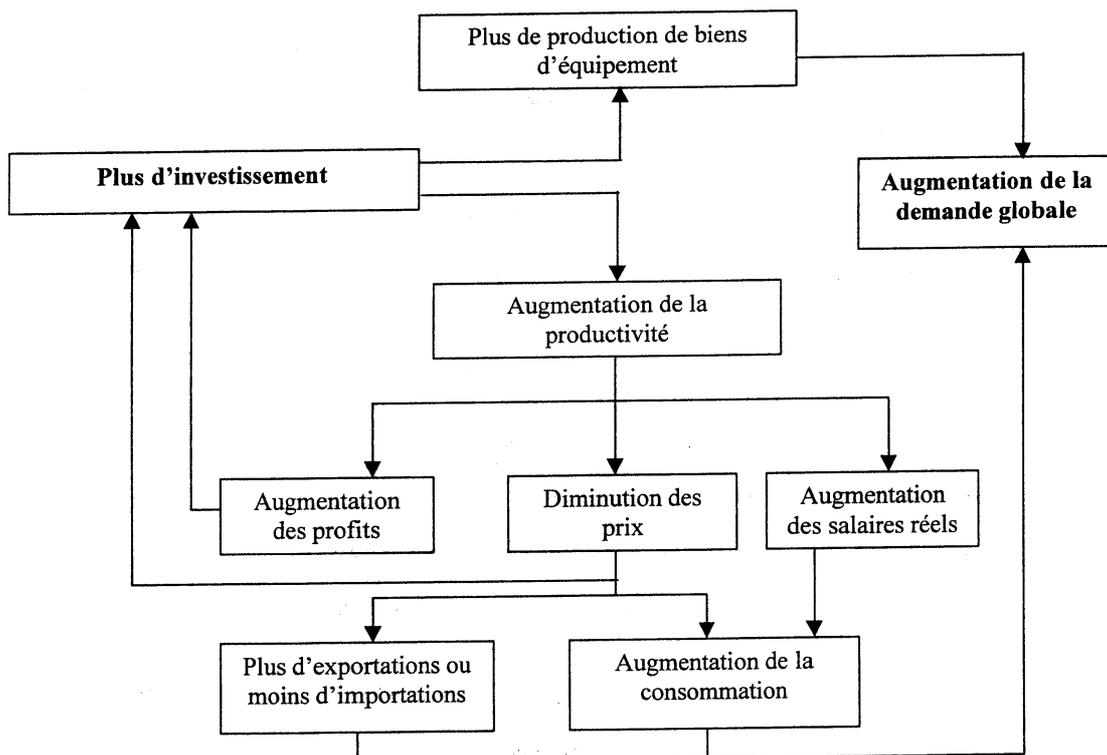
Ce sont surtout les débats autour de l'émergence de la «nouvelle économie», l'apparition de nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), qui ont relancé l'intérêt porté à l'analyse de l'investissement, au moins sous son aspect de vecteur par lequel les innovations technologiques se diffusent dans l'économie. La vigueur de la croissance américaine, au cours de la décennie 1990, a ainsi été mise en relation avec le haut niveau d'investissement en NTIC observé dans ce pays. (...)

Il ressort que la croissance plus forte observée aux États-Unis comparée à la croissance européenne et française a été la résultante de deux phénomènes concomitants : une plus forte mobilisation du facteur travail, et une augmentation sensible, à partir de 1995, des gains de productivité. Ce second facteur de croissance économique, à savoir la croissance de la productivité, entretient des liens étroits avec l'investissement. (...) L'investissement permet d'accroître le stock de capital par travailleur, et donc la productivité du travail. Une fois pris en compte l'apport du facteur travail, et celui du facteur capital, une part de la croissance reste inexpliquée. Cette part de croissance inexpliquée est attribuée à un résidu, la productivité globale des facteurs, qui mesure l'apport du progrès technique. L'investissement est un moyen d'élever la productivité globale des facteurs, en ce qu'il permet d'incorporer le progrès technique à l'appareil de production.

Source : Joseph Kergueris, *Rapport d'information sur les déterminants de l'investissement*, Sénat, session ordinaire 2002-2003, annexe au procès-verbal de la séance du 29 octobre 2002.

Document 3

Les relations entre l'investissement et la demande



Source : d'après un schéma de J-M. Albertini, *L'économie en 200 schémas*, Les éditions de l'atelier, mai 1994.

Document 4

**Comparaison États-Unis/France :
Effet de l'effort d'investissement dans les technologies de l'information et de la
communication (TIC) sur la croissance économique**

Année	Pourcentage des dépenses en TIC dans les dépenses d'investissement hors bâtiment (1)		Rapport entre le taux de croissance annuel moyen du PIB (à prix constants en \$ de 1995) des États-Unis et celui de la France (2)	
	États-Unis	France	Période	
1970	16,9	12,2		
1980	21,5	13,1	1970-80	0,98
1990	31,8	15,9	1980-90	1,28
1998	36,1	23,6	1990-98	2,08

(1) Champ : ensemble de l'économie pour la France, secteur privé pour les États-Unis.

(2) Clé de lecture : au cours de la période 1990-98, la croissance du PIB, à prix constant (\$ de 1995) par an et en moyenne, est 2,08 fois plus forte aux États-Unis qu'en France.

Sources : G. Cette, J. Mairesse et Y. Kocoglu, "La diffusion des TIC en France : mesure et contribution à croissance", in : Conseil d'analyse économique, *La nouvelle économie*, Rapport du CAE n° 28, 2000 ; statistiques de l'OCDE.

Document 5

Au-delà des effets à court terme de l'investissement dans la conjoncture économique, celui-ci exerce une influence déterminante sur le niveau de croissance durable d'un pays. [L'investissement] a en effet un rôle spécifique dans la diffusion de l'innovation. Les nouveaux équipements, intégrant des procédés plus modernes, permettent dans la plupart des cas de réaliser des gains de productivité. Ils sont ainsi source de gains de parts de marché. De la même manière, l'investissement immatériel, c'est-à-dire les dépenses de recherche - développement, de formation, de logiciels, ou de prospection commerciale (marketing), contribuent également à une amélioration de la compétitivité des entreprises par plusieurs canaux :

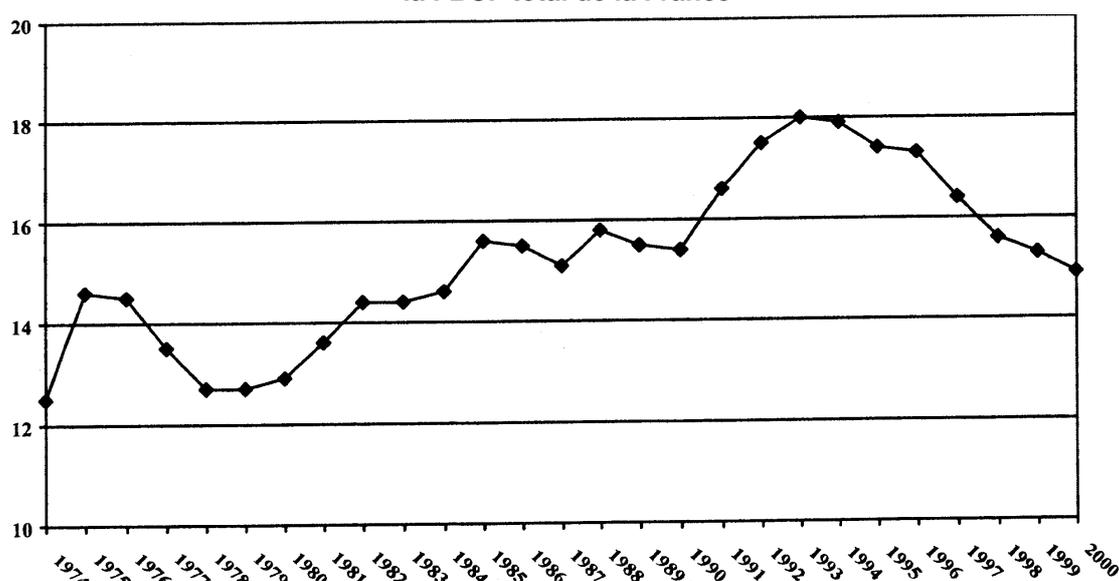
- les innovations dans les processus de production permises par la recherche et l'utilisation de nouveaux logiciels abaissent le coût de fabrication et améliorent la compétitivité-prix des produits et favorisent l'apparition de nouveaux produits ;
- les dépenses commerciales accentuent leur différenciation et permettent leur diffusion, ce qui constitue un élément de la compétitivité hors prix de l'offre nationale.

Le poids décisif de l'innovation et du progrès technique dans la croissance a été souligné par Schumpeter : [pour lui], l'innovation est liée au montant des investissements consentis par l'économie. Le cycle de croissance actuel lié à l'essor des technologies de l'information en est une illustration.

Source : E. Barel, C. Beaux, E. Kesler, O. Sichel, *Économie politique contemporaine*, Armand Colin, 2002.

Document 6

Évolution de la part de la FBCF des Administrations Publiques dans la FBCF total de la France



Source : Avis et Rapports du Conseil Économique et Social, n°2002-17, *L'investissement public en France : bilan et perspectives*, Éditions des Journaux Officiels, 2002.

Note : Les Administrations publiques produisent des services non marchands. Elles sont composées de l'État, des collectivités territoriales et des organismes de sécurité sociale.